



Mai 2016

Module Media sur le Plan d'action FLEGT de l'UE

Ce module de formation a été mis au point par le réseau Internews' Earth Journalism, en association avec la Facilité FLEGT de l'UE.

Cette ressource est destinée aux journalistes qui parlent de l'initiative de l'Union européenne pour lutter contre l'exploitation illégale du bois: l'Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux, ou FLEGT. Cette section [présente le FLEGT](#), [décrit le contenu de ce module](#) et explique [dans quelle mesure le FLEGT est pertinent pour les différents types de journalistes](#).

Quelle est l'histoire?

Les forêts fournissent des biens et services essentiels à l'humanité, mais elles sont menacées – notamment les dernières grandes forêts tropicales du monde. L'une des menaces – l'exploitation illégale du bois – a des conséquences économiques, sociales et environnementales désastreuses.

Une meilleure application des lois est seulement une partie de la solution. Mais la gouvernance – la propriété et la gestion des forêts – doit également s'améliorer. Tout comme les législations, par le biais de réformes que toutes les parties prenantes peuvent approuver. Enfin, le commerce constitue une autre pièce du puzzle. Il relie les consommateurs des pays consommateurs de bois aux menaces qui pèsent sur les forêts dans les pays producteurs de bois.

Forêts. Législations. Application des lois. Gouvernance. Commerce. Voici les principaux domaines d'étude dans l'initiative européenne destinée à éliminer le bois illégal du marché européen: [le Plan d'action FLEGT de l'UE](#). Ce plan est destiné à lutter contre l'exploitation illégale du bois en renforçant la gestion durable et légale des forêts, en améliorant la gouvernance et en encourageant le commerce de bois légalement produit.

Le FLEGT inclut des mesures en Union européenne et dans les pays exportateurs de bois en Afrique, en Asie, et en Amérique du Sud et centrale. Il implique une vaste gamme d'acteurs, d'institutions et d'entreprises: le système de justice pénale et les organismes en charge des douanes; les activistes pour la promotion des droits des peuples autochtones et les gardes forestiers; les entreprises du bois; les usines de fabrication de meubles et les boutiques de meubles de décoration.

L'Union européenne a adopté le Plan d'action FLEGT de l'UE en 2003. Cette ressource montre ce qui s'est passé ensuite. Il y a eu de nombreuses améliorations, mais les avancées vers l'objectif du Plan d'action ont été irrégulières, et il reste encore beaucoup à faire. Les médias n'ont que peu parlé du FLEGT. Pourtant, les éclairages et les idées de reportage ne manquent pas sur ce sujet.

Qu'ils le veulent ou non, les journalistes font partie de l'histoire. D'ailleurs, les médias sont les principaux intermédiaires entre ces diverses parties prenantes. Lorsqu'une communauté est négativement affectée par l'exploitation illégale du bois, les médias ont le pouvoir et la responsabilité de dire aux boutiques de meubles par exemple qu'elles sont en partie responsables du préjudice. Lorsqu'un gouvernement propose une politique qui soutient ou au contraire contrecarre la gestion durable des forêts, il est du devoir d'un bon journaliste spécialisé de le dire.

L'exploitation illégale du bois nous affecte tous, d'une façon ou d'une autre. Expliquer, faire connaître et éduquer le public à ce sujet est le travail d'un bon et consciencieux journaliste, quelle que soit sa spécialisation. On peut se demander, il est vrai, pourquoi un journaliste économique, qui parle d'ordinaire des marchés de capitaux ou des télécommunications, a besoin de se documenter sur les forêts dans son travail? C'est ce que l'écologie nous apprend: tout est connecté. La section *À qui est-ce destiné?* nous explique pourquoi il s'agit d'un sujet qui concerne tous les journalistes.

À propos de cette ressource

Cette ressource vise à aider les journalistes à communiquer sur les efforts de lutte contre l'exploitation illégale du bois dans le cadre du Plan d'action FLEGT de l'UE. Il offre des informations de référence, des conseils d'écriture et des liens vers davantage de ressources. Le contenu est organisé en plusieurs sections, telles que présentées ci-dessous:

- **Vision globale.** Cette section fournit le contexte sur le FLEGT nécessaire à tout travail journalistique. Elle explique en quoi les forêts sont importantes, et pourquoi l'exploitation illégale du bois persiste. Puis elle présente les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'exploitation illégale du bois.
- **Le FLEGT en bref.** Cette section répond aux six questions essentielles des journalistes: Pourquoi? Quand? Où? Qui? Comment? Et quoi?
- **Le FLEGT lettre par lettre.** Cette section étudie chacune des lettres de l'acronyme FLEGT. Elle offre des informations de référence, des exemples, des idées de reportage et des conseils d'écriture sur les forêts, la législation, l'application des lois, la gouvernance et le commerce.
- **Les sept piliers du FLEGT.** Cette section explique ce que chacun des sept éléments du Plan d'action FLEGT de l'UE vise à réaliser. Elle décrit les avancées réalisées jusqu'à présent, et fournit des études de cas et des conseils d'écriture.
- **Communiquer sur le FLEGT.** Cette section propose des conseils d'écriture et des idées d'articles.
- **Au-delà du FLEGT.** Cette section explique comment le FLEGT s'insère dans le paysage global. Elle décrit les initiatives similaires sur les autres marchés, et

comment le FLEGT est lié à la certification forestière et à la REDD+, le mécanisme international de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur forestier.

A qui est-il adressé?

Certains d'entre vous sont des vétérans du journalisme environnemental. Mais vous cherchez de nouvelles perspectives, de meilleures sources pour avoir les dernières informations. Certains d'entre vous sont des journalistes économiques n'ayant pas le temps de regarder les oiseaux voler, et votre rédacteur veut savoir «ce que c'est que ce truc du FLEGT?» et pourquoi les entreprises en parlent. Certains d'entre vous écrivent sur les droits humains, les laboratoires pharmaceutiques, la corruption, l'alimentation.

C'est pour... les journalistes qui sont, compréhensiblement, sceptiques.

Les forces déployées contre les dernières forêts naturelles restantes sur la planète sont nombreuses et puissantes, alors... Que pouvons-nous faire? Peut-on comparer le FLEGT au fait de ranger les chaises sur le pont du Titanic pendant qu'il coule? Ou fait-il partie des transformations nécessaires pour que les humains du début du 21^e siècle participent à la restauration de la biosphère? Le commerce de produits forestiers est-il uniquement destructif et exploiteur? Ou peuvent les euros des consommateurs belges arriver jusqu'aux communautés dépendantes des forêts et aux entreprises durables de Sabah? Le commerce peut-il l'emporter s'il est juste et écologiquement raisonnable?

Et qu'en est-il du jeune homme avec sa tronçonneuse... Ou du chauffeur de camion, du garde-forestier, du responsable d'un entrepôt de bois, du responsable d'une scierie, du représentant de la chambre de commerce, du propriétaire d'une usine, d'un banquier, d'un agent des douanes, du ministre du commerce, d'un analyste de données Interpol, d'un PDG d'une chaîne de vente aux particuliers, et de la nouvelle terrasse de votre oncle – leur activité peut-elle sauver les dernières forêts restantes de notre planète, plutôt que de les détruire en l'espace d'une vie? Permettre de répondre à cette question est le travail des journalistes, qu'ils couvrent habituellement les sujets liés à l'environnement ou non.

C'est est pour... Les journalistes qui ne couvrent pas les sujets environnementaux car ils sont trop occupés à couvrir des sujets «plus sérieux», ou «plus importants» comme la politique, la sécurité ou l'investissement.

Terrorisme. Une nouvelle guerre froide. Le ralentissement économique de la Chine. Qui a le temps de s'occuper des grenouilles et des populations qui habitent dans les forêts? Eh bien, la plupart d'entre nous ont la chance de ne pas être directement touchés... Pourtant la plupart d'entre nous *ont* quelque chose à voir avec le bois. Regardez autour de vous. Même si vous, personnellement, n'achetez pas de meuble ou de parquet en bois, à partir du moment où vous parrainez des endroits qui le font, vous êtes impliqué. Si vous travaillez dans des endroits qui le font, ou payez des impôts qui financent des bureaux de services publics qui le font, vous êtes impliqué. Si vous avez une assurance retraite, ou de l'argent sur un compte en banque, vous êtes impliqué.

Si vous êtes journaliste en Union européenne, pensez à votre propre lien dans la chaîne économique, suivez vos achats jusqu'aux forêts d'Indonésie, du Congo ou du Honduras, et

vous verrez qu'il y a là des histoires incroyables à raconter. Est-ce l'histoire de crimes forestiers qui pourraient détruire l'un des derniers plus beaux endroits de la planète? Ou est-ce l'histoire de l'époque où nous avons tout bouleversé, en trouvant une façon de garantir que tous les produits-bois qui arrivaient sur le marché européen étaient produits légalement? Les journalistes ont un rôle à jouer dans cette grande histoire. Et le FLEGT aussi.

C' est pour... Les journalistes qui veulent aider à faire connaître l'histoire de notre époque.

Les écologistes forestiers ne sont pas les seuls à s'arracher les cheveux sur le destin tragique de l'environnement. Lisez cet article sur les changements climatiques dans le Rolling Stone du mois d'août 2015. Les histoires des scientifiques du climat et des océanographes deviennent de plus en plus effrayantes, car ils sont eux-mêmes effrayés. Certains affirment même que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique: l'Anthropocène. L'âge de l'Homme. Une époque où une seule espèce cause une vague d'extinction, et modifie même le climat de la planète. Nous savons tout cela, parfois même nous travaillons pour l'arrêter, mais pourtant cela continue. Ce n'est pas une histoire. Ce n'est pas un coup. Ce n'est pas une perspective. C'est l'essence même du journalisme. Le destin des dernières grandes forêts, et des populations qui en dépendent, se décidera dans les prochaines décennies. Les journalistes comme vous seront des acteurs essentiels pour cette décision énorme.

Vision globale

Cette section fournit le contexte des histoires qui concernent le Plan d'action FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux) de l'UE. Elle explique pourquoi les forêts sont importantes et pourquoi l'exploitation illégale du bois continue, puis présente les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'exploitation illégale du bois.

Pourquoi les forêts sont importantes

Les forêts fournissent des moyens d'existence à plus de 1,6 milliards de personnes. Elles approvisionnent les marchés mondiaux avec toute une gamme de produits – bois, médicaments contre le cancer, papier, entre autres. Elles abritent la plupart des espèces animales et végétales du monde, et régulent l'approvisionnement en eau et le climat local. Elles jouent également un rôle essentiel dans le climat mondial, en absorbant et en stockant le carbone.

Pourquoi l'exploitation illégale du bois continue

Demande: Dans notre monde globalisé, les forêts sont un secteur économique comme un autre. Plus de la moitié des habitants de la planète vivent dans des villes, et sont donc éloignés des dernières forêts naturelles restantes. Cependant, par leurs achats, ils peuvent devenir complices de la destruction des forêts. Le FLEGT aborde ce problème en créant des

mesures d'incitation pour vendre le bois légal, et des mesures de dissuasion pour empêcher la vente de bois illégal.

Beaucoup d'argent en jeu: INTERPOL, l'organisation internationale de la police, estime que le commerce de bois illégal génère entre 30 et 100 milliards USD par an. Pendant des décennies, l'exploitation illégale du bois a été un moyen de s'enrichir rapidement. Le FLEGT aborde ce problème en réunissant les parties prenantes afin de se mettre d'accord sur une définition du bois légal et sur les façons de garantir la légalité. C'est un processus exhaustif et donc lent, mais à la fin, les commerçants de bois légal peuvent s'attendre à un prix plus élevé pour leurs biens, et les gouvernements perçoivent les impôts et les revenus qui leur sont dus.

Une gouvernance faible: Le secteur forestier de nombreux pays exportateurs de bois se caractérise par un manque de transparence, de reddition des comptes et de participation. Le FLEGT aborde ce problème en encourageant la participation pluripartite dans les décisions du secteur forestier et en permettant aux parties prenantes d'identifier les réformes de la gouvernance nécessaires pour garantir que les forêts peuvent être gérées de façon juste et durable. Les activités du FLEGT clarifient également les rôles et les responsabilités, et offrent une opinion réglementaire et indépendante pour garantir la responsabilité du secteur forestier.

Questions de légalité: L'exploitation illégale du bois ne peut pas s'arrêter simplement en appliquant la loi. Dans certains pays, le manque de clarté législative entrave la capacité des entreprises à se conformer à la loi, et la capacité des autorités à appliquer la loi. Il est vrai que les lois peuvent être nombreuses, dépassées, confuses et même contradictoires. Le FLEGT aborde ce problème en encourageant les pays à négocier des Accords de partenariat volontaire avec l'Union européenne. Une partie de ces accords est un processus pour les parties prenantes des pays exportateurs de bois qui se mettent d'accord sur des définitions claires de la légalité, qui sont efficaces et pratiques à mettre en œuvre. Certains pays partenaires utilisent également leur Accord avec l'UE pour traiter des questions de régime foncier et de propriété des arbres.

Lacunes de capacités: De nombreux pays n'ont pas les systèmes, les compétences et le personnel nécessaires au sein du gouvernement, du secteur privé et de la société civile pour développer et mettre en œuvre les activités permettant de mettre un terme à l'exploitation illégale du bois. Le FLEGT aborde ce problème en offrant un soutien aux pays exportateurs de bois et aux groupes de parties prenantes au sein de ces pays.

Marchés inégaux: Avant le FLEGT, les marchés n'examinaient pas la légalité de leurs chaînes d'approvisionnement. Avec le FLEGT, l'UE a mis en place une réglementation qui rend le marché européen plus strict. La demande croissante de produits-bois sur des marchés moins stricts que l'UE en termes de légalité a dilué l'impact des efforts de l'UE et des autres marchés progressifs pour freiner le commerce de bois illégal. Le FLEGT aborde ce problème en s'engageant avec les autres marchés, comme la Chine et le Japon, afin de promouvoir des initiatives cohérentes avec le FLEGT.

Les conséquences de l'exploitation illégale du bois

L'exploitation illégale du bois a de graves conséquences économiques, environnementales et sociales. L'attention des médias se focalise surtout sur les dommages aux forêts tropicales et aux espèces en danger qui les habitent, et moins sur les autres impacts.

Les pays riches en forêts mais dénués d'une bonne gestion forestière se retrouvent souvent enfermés dans un cycle de pauvreté et de corruption. Les avantages économiques que l'exploitation durable du bois peut apporter aux communautés, aux petites entreprises et aux coffres des États sont confisqués au profit des gains à court-terme. Le comportement anti-social et corrompu est récompensé; la défense des forêts est punie par la violence et même le meurtre. Les avantages, nombreux et équitablement distribués, des forêts gérées durablement – des revenus et des emplois réguliers et sur le long-terme, des fonds pour le développement, des cultures, des remèdes médicinaux – sont sacrifiés pour une économie qui ne prend pas ses responsabilités. Ils sont parfois perdus pour toujours.

L'exploitation illégale du bois prive les pays de revenus: Les exploitants illégaux du bois ne payent pas d'impôts. En 2002, la Banque mondiale avait estimé les revenus mondiaux perdus par l'exploitation illégale du bois à plus de 12 milliards USD par an. Cela empêche les gouvernements d'investir dans leur secteur forestier et de poursuivre d'autres objectifs de développement.

L'exploitation illégale du bois porte préjudice aux entreprises légitimes: Le bois illégal est moins cher que le bois légal, car cela revient moins cher de produire du bois lorsque vous ne payez pas d'impôts. Le bois illégal est donc une concurrence déloyale au bois légal. Il tire les prix du marché vers le bas, et les entreprises légitimes ont plus de mal à survivre, dans les pays producteurs et consommateurs.

L'exploitation illégale du bois porte préjudice à l'État de droit: Les grosses sommes d'argent que l'exploitation illégale du bois met entre les mains de personnes sans scrupules peuvent se diffuser dans la société comme une force corruptrice. Lorsque les juges, les policiers et les douaniers sont également impliqués, les populations ne croient plus en l'État de droit.

L'exploitation illégale du bois menace les communautés vulnérables dépendantes des forêts: Dans de nombreux pays producteurs, les communautés n'ont plus accès aux forêts dont elles dépendent. Cela les rend donc particulièrement vulnérables aux exploitants illégaux qui ont accès à ces forêts, et ce phénomène s'accompagne d'une répression, de déforestation et de violations des droits humains. En perdant l'accès à la forêt, une communauté peut également perdre l'accès à sa culture, à sa religion, à ses remèdes médicinaux et à sa source principale d'alimentation.

L'exploitation illégale du bois est à l'origine de meurtres: Dans le monde, plusieurs membres de communautés, des activistes environnementaux et des journalistes ont été assassinés parce qu'ils s'opposaient à l'exploitation illégale du bois ou simplement parce qu'ils le rapportaient.

L'exploitation illégale du bois nourrit les conflits armés: Dans certains cas tragiques, comme au Cambodge, au Libéria et au Myanmar, les profits de l'exploitation illégale du bois



Helping journalists report on efforts to combat illegal logging through the EU FLEGT Action Plan



ont financé des conflits armés tragiques. Le monde connaît les «diamants de sang» grâce au film américain avec Leonardo di Caprio. Mais que connaît-il du «bois de sang» de Charles Taylor, au Libéria? Ou du combat de l'armée du Myanmar pour le territoire et les derniers arbres teck sauvages?

Le FLEGT en bref

Cette section répond aux six questions essentielles de tous les journalistes sur le FLEGT

Pourquoi?

Le Plan d'action FLEGT de l'UE est la réponse de l'Europe aux préoccupations croissantes sur les effets préjudiciables de l'exploitation illégale du bois. Tandis que l'Union européenne élaborait son Plan d'action, les dernières grandes forêts tropicales du monde semblaient en phase terminale. Les parties prenantes européennes, y compris les organisations de la société civile, le secteur privé et certains États membres de l'UE, ont fait pression pour agir contre l'exploitation illégale du bois.

La pression est également venue du dialogue politique dans les pays du G8 et de réunions régionales en Asie et en Afrique à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Une conférence ministérielle en Indonésie en 2001 a établi clairement que l'exploitation illégale du bois n'était pas seulement un problème pour les pays producteurs. Les marchés de consommateurs devaient également agir. En d'autres termes, les consommateurs ne pouvaient plus ignorer le bruit strident des tronçonneuses.

Il était donc vital que les produits-bois illégaux soient exclus du marché européen, mais il était clair que la réponse ne serait pas simple et unilatérale. Il était nécessaire de rédiger de meilleures législations dans les pays producteurs et consommateurs – ou parfois au contraire, d'en réduire le nombre. Mais même lorsque de bonnes législations existent sur le papier, elles sont souvent peu ou mal appliquées. D'autres fois, elles sont appliquées mais elles récompensent les destructeurs de forêts et pénalisent les populations pauvres. Pendant ce temps, la demande de produits-bois continue à être forte. Si nous voulons une solution viable, il faut que les négociants, les transporteurs, les fabricants, les acheteurs en gros et au détail soient partie prenante.

Garantir des marchés du bois légaux et durables n'est pas qu'une question technique, bien sûr. Les législations sont cruciales, mais il faut aussi qu'une politique sur les forêts soit mise en œuvre. C'est là qu'intervient le G du FLEGT: la gouvernance. L'UE pense qu'elle peut utiliser la demande de meubles en France pour aider les populations forestières et leurs défenseurs à se faire une place à la table des négociations en Thaïlande. En plus de combattre l'exploitation illégale du bois et son commerce, l'euro a le pouvoir d'encourager la bonne gestion forestière, et la gouvernance transparente, participative et responsable dans les pays qui en manquent.

L'UE, consciente de ce défi, a voulu y répondre avec cet ensemble global de mesures: le Plan d'action FLEGT.

Quand?

Le FLEGT regroupe un ensemble d'histoires qui se dévoilent avec le temps. À tout moment, des scoops sont révélés: lorsque des douaniers saisissent une cargaison de bois illégal; lorsque les négociations pour les Accords de partenariat volontaire (APV) sont sur le point d'être conclues; lorsque des gardes forestiers rapportent une exploitation illégale du bois; ou lorsqu'un pays commence à octroyer des autorisations FLEGT à des produits bois légaux vérifiés.

Voici les principales étapes de l'histoire du FLEGT:

- 2003. L'UE adopte le Plan d'action FLEGT de l'UE
- 2005. Le Règlement FLEGT de l'UE entre en vigueur, donnant le pouvoir à la Commission européenne de négocier des APV avec les pays exportateurs de bois.
- 2006. Le Ghana entame ses négociations APV avec l'UE.
- 2007. Le Cameroun, l'Indonésie et la Malaisie entament leurs négociations APV avec l'UE.
- 2008. La République du Congo entame ses négociations APV avec l'UE.
- 2009. La République centrafricaine et le Liberia entament leurs négociations APV avec l'UE.
- 2010. Le Ghana ratifie son APV avec l'UE.
- 2010. La République démocratique du Congo, le Gabon et le Vietnam entament leurs négociations APV avec l'UE.
- 2011. Le Cameroun ratifie son APV avec l'UE.
- 2012. La République centrafricaine ratifie son APV avec l'UE.
- 2012. Le Guyana entame ses négociations APV avec l'UE.
- 2013. Le Règlement de l'UE sur le bois entre en vigueur. Il demande aux entreprises européennes de faire preuve de diligence raisonnable afin de garantir que les produits bois qu'ils négocient sont légaux.
- 2013. La République du Congo et le Liberia ratifient leurs APV avec l'UE.
- 2013. La Côte d'Ivoire, le Honduras et la Thaïlande entament leurs négociations APV avec l'UE.
- 2014. L'Indonésie ratifie son APV avec l'UE.
- 2015. Six pays mettent actuellement en œuvre des APV. Neuf pays supplémentaires sont en négociations APV avec l'UE.
- 2015. Évaluation indépendante du Plan d'action FLEGT de l'UE

Où?

Le FLEGT s'applique à l'ensemble des 28 États membres de l'UE. Dans le cadre du FLEGT, le Règlement de l'UE sur le bois interdit aux opérateurs des États membres de l'UE de mettre du bois illégal sur le marché.

Le FLEGT inclut également des activités dans les pays exportateurs de bois. Six pays mettent actuellement en œuvre des Accords de partenariat volontaire avec l'UE: le Cameroun, le Ghana, l'Indonésie, le Liberia, la République centrafricaine et la République du Congo. Cela implique que ces pays doivent réaliser les engagements pris dans leur APV,

y compris l'élaboration de systèmes de vérification de la légalité du bois, en amont de l'autorisation FLEGT. Neuf pays supplémentaires sont actuellement en négociations APV avec l'UE: la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Guyana, le Honduras, le Laos, la Malaisie, la République démocratique du Congo, la Thaïlande et le Vietnam.

Mais la portée du FLEGT est plus vaste grâce à ses liens avec des initiatives sur d'autres marchés, qui se battent également pour éliminer le bois illégal. Le projet Carte du FLEGT rassemble des informations sur les projets liés au FLEGT dans le monde, et comporte des interviews vidéos avec les personnes qui travaillent sur le FLEGT dans le secteur gouvernemental, le secteur privé et les organisations de la société civile de différents pays.

Qui?

Les forêts sont importantes pour tout le monde. Habitants autochtones de forêts à Bornéo, Indonésie, ou clients d'Ikea en Europe: nous sommes tous connectés, d'une façon ou d'une autre, aux forêts du monde. C'est pour cela que les activités du FLEGT en UE et dans les pays partenaires impliquent une vaste gamme d'acteurs, depuis les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les communautés et les peuples autochtones. Certaines de ces parties prenantes sont:

En Union européenne

- La **Commission européenne**, qui mène les négociations d'Accords de partenariat volontaire au nom de l'UE. Le **Conseil européen** et le **Parlement européen** doivent ratifier les APV avant leur entrée en vigueur. Pendant la phase d'exécution des APV, la **délégation européenne** dans un pays partenaire prend le relais au nom de l'UE.
- L'engagement des États membres de l'UE avec le FLEGT est très variable. Certains pays ont des ports qui reçoivent de grosses quantités de bois; d'autres non. Certaines sociétés consacrent plus d'argent à l'aide au développement international. Certains pays ont de meilleures relations avec certains pays producteurs de bois. Et parfois, comme partout, cela dépend de la personnalité de certaines personnes à certains postes.
- **Le secteur privé:** Les entreprises qui importent et négocient du bois sont responsables de la conformité au Règlement de l'UE sur le bois, et doivent garantir que leurs chaînes d'approvisionnement sont exemptes de tout bois illégal. Les chambres commerciales d'entreprises du bois soutiennent et défendent leurs membres.
- **La société civile:** Des ONG comme Global Witness et l'Agence d'investigation environnementale portent à la connaissance du public des affaires d'exploitation illégale du bois et de destruction des forêts. L'ONG ClientEarth cherche à s'assurer que le Règlement de l'UE sur le bois sert correctement son objectif. D'autres ONG comme FERN travaillent avec les organisations de la société civile dans les pays producteurs de bois afin de leur garantir une place à la table des négociations. Ces organisations et de nombreuses autres ont un intérêt prononcé dans le FLEGT.
- **Les contribuables européens:** Les européens contribuent au FLEGT par le biais de leurs impôts.

Dans les pays producteurs de bois

La gamme d'acteurs dans les pays producteurs inclut les communautés forestières, les entreprises, les ONG et le gouvernement.

- **Gouvernement:** Les politiques forestières ne concernent pas uniquement les ministères en charge des forêts, elles vont au-delà. Les autres parties prenantes gouvernementales incluent les ministères en charge de l'environnement, du commerce, de la justice, ainsi que les autorités et organismes sous-nationaux impliqués dans l'élaboration et l'application de la législation et des politiques liées aux forêts. Cela inclut les autorités forestières, les douaniers, les fonctionnaires chargés du recouvrement des recettes fiscales, les représentants du ministère de la justice, les organismes du secteur de l'environnement, de la santé et du travail. Pour que le FLEGT soit efficace, il est essentiel qu'il y ait des politiques coordonnées et cohérentes entre tous ces ministères et organismes.
- **Le secteur privé:** Ce groupe divers de parties prenantes inclut des propriétaires de concession forestière, des fabricants de meubles artisanaux, des transporteurs de bois, des entreprises de transformation du bois, et des acheteurs, des vendeurs et des exportateurs de bois et de produits-bois.
- **La société civile:** Outre les organisations environnementales, la société civile inclut également les organisations et ONG travaillant dans le domaine des droits communautaires et autochtones, des droits humains, des questions relatives au travail.
- **Peuples autochtones et communautés dépendantes des forêts:** Ces communautés ont historiquement été violées de leurs droits, avec la destruction de leurs forêts et, paradoxalement, la protection ostensible des forêts. Pour ce groupe de parties prenantes, la question des droits est centrale: ils ont le droit d'être consultés et informés, et surtout de donner leur consentement aux politiques forestières proposées, et le droit à leur patrimoine culturel – la forêt.

Le «qui» du FLEGT englobe également les exploitants illégaux, et ceux qui profitent de leurs délits. Cela inclut:

- les entreprises d'exploitation du bois, qui récoltent plus de bois que leur limite légale autorisée, ou qui récoltent du bois dans des aires protégées
- les opérateurs illégaux de petite taille, qui coupent à la tronçonneuse des arbres sans en avoir le droit
- des criminels en bande organisée, qui coupent des arbres illégalement dans des parcs nationaux
- des petits exploitants agricoles pauvres, qui déboisent leurs terres à des fins agricoles, ou qui coupent du bois pour leur foyer, sans l'autorisation nécessaire
- des fonctionnaires corrompus, qui acceptent (ou espèrent) des pots de vin pour ne pas voir les crimes forestiers, ou qui attribuent moyennant finances des permis d'exploitation sans suivre le processus établi
- les entreprises de toute la chaîne d'approvisionnement, depuis les forêts dans les tropiques jusqu'aux magasins en Europe, et qui négocient du bois illégal

Le défi du Plan d'action FLEGT est de veiller à ce que l'application des lois ne cible pas les groupes faibles, comme les populations rurales pauvres, et ne laisse pas les acteurs puissants indemnes.

Comment?

Le Plan d'action FLEGT de l'UE vise à lutter contre l'exploitation illégale du bois en renforçant la gestion durable et légale des forêts, en améliorant la gouvernance et en encourageant le commerce de bois légalement produit. Le Plan d'action associe des mesures du côté de la demande et de l'offre. Les deux mesures les plus importantes sont:

- **Le Règlement de l'UE sur le bois**, entré en vigueur en mars 2013, qui interdit aux entreprises européennes de placer du bois illégal et des produits-bois sur le marché européen. Les importateurs et négociants de bois doivent donc appliquer des procédures de diligence raisonnable pour garantir que leur offre de bois est légale. Il demande aux États membres de l'UE de vérifier la performance de l'entreprise et de punir la non-conformité.
- **Accords de partenariat volontaire (APV)**: Il s'agit de traités bilatéraux entre l'UE et les entreprises individuelles exportatrices de bois. Les APV veillent à ce que le bois et les produits-bois exportés vers l'UE proviennent de sources légales. Ces Accords aident également les pays exportateurs de bois à améliorer la réglementation et la gouvernance de leur secteur forestier. Chaque APV décrit un système de vérification de la légalité du bois qui, lorsqu'il sera entièrement mis en œuvre, produira un bois légal vérifié doté de l'autorisation FLEGT. L'avantage est que l'UE considère les autorisations FLEGT comme répondant automatiquement aux exigences du Règlement de l'UE sur le bois.

Quoi?

Les réussites du Plan d'action FLEGT de l'UE à ce jour incluent:

La mise en œuvre du Règlement UE sur le bois: La plupart des États membres de l'UE ont aujourd'hui mis en œuvre le Règlement. Pour plus d'informations, voir le Règlement de l'UE sur le bois.

Accords de partenariat volontaire: Quinze pays mettent actuellement en œuvre ou négocient des APV. Ensemble, ces pays partenaires APV abritent plus de 4,4 millions de km² de forêts, soit une zone plus grande que l'ensemble des 28 États membres de l'UE! Parmi ces pays partenaires, six mettent actuellement en place les systèmes nécessaires pour contrôler, vérifier et émettre des autorisations FLEGT de bois légal. Mais à ce jour, aucun pays APV n'a encore atteint cette étape cruciale.

Amélioration de la gouvernance forestière: Les processus APV ont amélioré la gouvernance forestière en permettant aux parties prenantes de participer aux processus décisionnaires comme jamais auparavant. Les APV ont également amélioré d'autres aspects de la gouvernance comme la transparence, la clarté juridique, la reddition de comptes et les capacités.

Le F.L.E.G.T: Lettre par lettre

Cette section étudie chaque lettre de l'acronyme FLEGT: F pour forêt; L pour législation; E pour application (*enforcement* en anglais); G pour gouvernance et T pour commerce (*trade* en anglais). Chaque page fournit des informations de référence, des exemples, des idées d'articles et des conseils d'écriture.

F pour forêt

Les forêts fournissent des biens et services essentiels aux humains du monde entier, qu'ils soient distants ou non des arbres et des forêts. Les biens forestiers incluent le bois, la viande, les fruits et les remèdes médicinaux. Les services forestiers incluent la prévention de l'érosion, la protection des espèces sauvages, la régulation de l'offre hydrique et le stockage du carbone, essentiel pour la lutte contre les changements climatiques. Tout cela profite à l'humanité dans son ensemble, même à ceux qui n'ont jamais vu de forêt. Pour les communautés qui vivent dans et à proximité des forêts, ces biens et services sous-tendent les moyens d'existence et le bien-être de façon plus directe.

La définition d'une forêt peut prêter à controverse, du fait de l'énorme différence entre des aires protégées comme les Parcs nationaux et les réserves fauniques et des forêts de production que les gouvernements, les propriétaires privés ou les concessionnaires exploitent pour leur bois.

Si une définition inclut des forêts anciennes riches en vie sauvage et espèces végétales ainsi que des plantations pratiquant la monoculture pour usage commercial, alors on peut craindre que les forêts riches en biodiversité soient remplacées par des plantations de monocultures sans que cela soit qualifié de disparition de forêts.

Le FLEGT est pertinent pour les forêts et les plantations, car l'exploitation illégale du bois peut avoir lieu partout, dès qu'il y a des arbres. Les forêts incluent des concessions géantes contrôlées par des entreprises de bois, ainsi que des petites parcelles de terres boisées contrôlées par des communautés. Souvent des lois différentes s'appliquent à chacun. Des utilisateurs forestiers différents peuvent prétendre à des droits différents. La clarification du régime foncier et de propriété (qui peut utiliser quelles ressources, pendant combien de temps, et sous quelles conditions) est souvent une première étape décisive dans tous les efforts de protection des forêts.

Conseils d'écriture

Rapportez des histoires d'innovation et de succès Les gens savent ce qui ne va pas. C'est une des raisons pour lesquelles ils tournent la page ou changent de chaîne ou cliquent ailleurs, car ils ont l'impression d'entendre/de lire un énième reportage de plus sur la destruction des forêts. Mais les forêts et même les usines regorgent d'histoires mettant en avant l'espoir, avec des personnes, des gouvernements et des entreprises qui changent la façon dont les forêts sont gérées et les produits-bois fabriqués et vendus. Techniques d'exploitation à impact réduit, entreprises communautaires, smartphones et drones pour

surveiller l'exploitation illégale du bois, techniques de production de pointe et meubles issus du commerce équitable – les histoires sont là, attendant d'être racontées!

Parlez des héros L'histoire dramatique des victimes des forêts a déjà été dite et redite. Il existe des héros dans la forêt, des gens qui prennent des risques énormes en s'opposant aux exploitants illégaux et aux fonctionnaires corrompus. Où sont leurs histoires? N'ignorez pas l'injustice et l'inégalité lorsque vous écrivez sur la détresse des communautés forestières, mais allez plus loin! Il y a des causes communes et, trop souvent, les mêmes grosses entreprises sont derrière les cas de communautés dépossédées et de forêts détruites, et ce n'est pas un hasard. Reliez-les avec le contexte, les modes et surtout les histoires de résistance. Une photo de plus de victimes désespérées, c'est un consommateur de plus qui se détourne.

Questions à prendre en compte

- Quel est l'état de la forêt dont vous parlez? Quelle est la part restante de forêts, et dans quel état est-elle? La dégradation des forêts est-elle un plus gros problème que la déforestation?
- À qui appartient la forêt? Qui possède les droits pour l'utiliser? Est-ce une terre officiellement possédée par l'État? Est-ce la terre d'un village depuis des siècles, mais de façon non-officielle?
- Qui décide du sort d'une forêt? Une petite ou une grosse entreprise avec une concession de 40 ans? Un comité communautaire de gestion des forêts? Le chef local? L'armée?
- Qui contrôle les activités dans la forêt?
- Comment les activités FLEGT s'harmonisent-elles avec la REDD+ et les initiatives axées sur la durabilité plutôt que sur la légalité?
- Comment les Accords de partenariat volontaire s'appliquent-ils aux différents types de forêts?

En savoir plus: Le Mouvement mondial pour les forêts tropicales possède une [collection utile de publications et de vidéos](#) qui étudie la définition des forêts. La Banque mondiale possède une [base de connaissances importantes sur les forêts](#). D'autres sources d'informations sur les forêts incluent: [le Centre pour la recherche forestière internationale \(CIFOR\)](#), [l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\)](#) et la [Facilité FLEGT de l'UE](#).

L pour législation

L'exportation de produits-bois illégaux a des conséquences énormes: destruction du patrimoine naturel d'un pays, appauvrissement des communautés, violation des droits humains, et récompense des membres corrompus et amoraux de la société. Le FLEGT dispose d'importantes incitations légales pour encourager les acteurs à abandonner l'illégalité. Celles-ci incluent:

- Le Règlement de l'UE sur le bois, en vigueur depuis 2013, qui veille à ce qu'aucun bois ou produit-bois illégal ne puisse être vendu en Union européenne.

- Les accords commerciaux entre l'UE et les pays producteurs de bois sont appelés Accords de partenariat volontaire (APV). Par le biais des APV, chaque pays partenaire met en place un système de vérification de la légalité du bois, qui vérifie que les produits-bois sont légaux, et leur octroie une autorisation FLEGT. Une fois qu'un pays producteur de bois émet des autorisations FLEGT pour son bois et ses produits-bois, l'UE s'engage à n'accepter que les produits ayant l'autorisation FLEGT de la part de ce pays.

Que signifie légal?

La définition de la légalité est un aspect essentiel des Accords de partenariat volontaire du FLEGT (APV). L'un des objectifs des négociations APV est que les parties prenantes identifient un sous-ensemble de législations nationales qui uniformiseront les règles pour les opérateurs légaux, permettront aux gouvernements de gérer les forêts durablement et protégeront les droits des communautés dépendantes des forêts.

Les négociations autour de ces Accords permettent aux parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des populations autochtones de se mettre d'accord sur une définition claire et crédible de la légalité, et pratique à mettre en œuvre. Cela peut nécessiter de la part des gouvernements l'adoption de nouvelles lois, ou la révision des anciennes. La définition de la légalité d'un APV est la base du système de vérification de la légalité du bois d'un pays.

Chaque définition de la légalité APV est basée sur les législations et réglementations du pays partenaire. Cela peut inclure des législations concernant directement la récolte ou l'exportation de bois; les droits de propriété, de citoyenneté, d'accès à l'information; les réglementations environnementales; le travail; les impôts; le commerce ou l'investissement.

Dans certains cas, la quantité de législations impliquées est un obstacle évident. Le rôle du FLEGT peut être d'encourager un processus de rationalisation de la légalité dans le domaine des forêts et du bois. L'exemple classique est l'Indonésie, où près de 900 législations et réglementations s'appliquent au secteur forestier. Un processus multipartite a permis d'identifier avec succès un sous-ensemble de lois et de réglementations, et de créer un ensemble de cinq normes de légalité claires, selon les types forestiers.

Dans les pays qui ont une longue histoire de corruption dans le secteur forestier, la légalité est un défi de taille. L'organisation FERN affirme que le FLEGT essaye directement de dénouer le nœud complexe mêlant corruption, mauvaise gestion et mauvaises lois, à cause duquel il est quasiment impossible dans de nombreux pays de produire du bois de façon légale, durable et socialement équitable. À cet égard, le FERN souligne que «les APV ont fait plus de progrès que n'importe quel autre outil international.»

Conseils d'écriture

La réforme juridique est également, de façon inhérente, politique – avec des gagnants et des perdants. La querelle politique sur la gouvernance forestière et la réforme commerciale est souvent opaque et sur le très long terme, ce qui rend le suivi difficile pour les journalistes.

Connaissez la loi: L'ensemble des textes du Règlement de l'UE sur le bois, du Règlement FLEGT de l'UE et de chacun des Accords de partenariat volontaire ratifiés à l'heure actuelle sont disponible ici. La plupart des APV incluent également une annexe sur les informations publiques expliquant comment toute personne, y compris les journalistes, peuvent accéder aux textes des législations nationales pertinentes. Chaque définition de la légalité APV explique quelles législations et réglementations le bois et les produits-bois doivent respecter pour recevoir l'autorisation FLEGT.

Un avocat peut être le meilleur ami d'un journaliste: Lorsqu'une histoire entre dans le royaume du droit, la complexité devient un défi de taille. Mais vous êtes journaliste. Vous pouvez obtenir des conseils juridiques gratuits! Le public a besoin de savoir comment fonctionne ce système juridique, dans le cas présent dans le domaine des forêts et du commerce de bois. Qui va leur expliquer? Les avocats?! Quelle personne moyenne peut comprendre leur jargon juridique? Il incombe donc au journaliste de traduire ce langage technique en langage commun. Avoir une petite liste d'experts juridiques à qui vous pouvez demander conseil est donc essentiel pour vous aider à comprendre les principales questions en jeu et les perspectives. Expliquer cela à l'homme et à la femme de la rue, c'est votre travail. L'organisation non-gouvernementale [ClientEarth](#) peut vous aider: elle est composée d'avocats. Elle cherche à améliorer les cadres juridiques en UE et dans les pays exportateurs de bois, et certains membres de son personnel sont spécialisés dans le FLEGT.

La législation forestière évolue toute le temps. Etudiez-la et restez informé. La définition de la légalité et les systèmes de vérification de la légalité sont, dans la plupart des pays, fluctuants avec le temps et les négociations, et soumis également aux interventions politiques et aux critiques de la société civile. Il est important que vous sachiez ce qui a été accompli jusqu'à présent. Mais il est également important d'avoir des sources qui pourront vérifier votre travail, qui peuvent vous alerter des changements et problèmes inévitables, alors que le bois possédant l'autorisation FLEGT commencera à évoluer.

Questions auxquelles les journalistes doivent penser

- Quelles lois ou réglementations l'APV inclut-il, ou inclura-t-il?
- Qui sont les leaders de ces lois et réglementations, et sont-ils impliqués dans les négociations?
- Qui sont les principaux perdants et gagnants? Que perdront-ils? Que gagneront-ils?
- Existe-t-il des processus de réformes pré-existants en cours, qui aident ou entravent l'APV?
- Les lois forestières ou en rapport s'étendent et se chevauchent souvent. Quelles propositions ont été faites pour consolider et rationaliser les lois et les réglementations? Qui sont les partisans et les opposants?
- Y a-t-il des nouvelles ou davantage de parties prenantes impliquées dans le processus APV? Sont-elles bien représentées à la table des négociations? En d'autres mots, le processus APV a-t-il aidé à ouvrir un espace politique à des parties prenantes diverses?
- Comment les réformes ont-elles un impact sur la prise de décision centralisée, et quel est le rôle des autorités forestières?

- Quel est l'argument et les preuves de ceux qui se plaignent que l'APV accroît le poids des réglementations? Quels sont les contre-arguments des partisans de la réforme?
- Le processus de réforme rend-il le régime foncier plus cohérent et simplifié? Qui sont les principaux perdants et gagnants? Les partisans des habitants des forêts sont-ils satisfaits?
- Comment les réformes ont-elles un impact sur les lois et les réglementations qui ont été identifiées comme contribuant à la corruption?
- Les négociations APV ont-elles explicitement abordé les droits des populations autochtones et le principe du [consentement préalable libre et éclairé](#)?

E pour *enforcement* (application des lois)

Le FLEGT simplifie le travail des organismes d'application des lois, en améliorant la détection des délits et en présentant des procédures claires pour gérer les cas d'illégalité.

Application dans l'UE

Le Règlement de l'UE sur le bois demande à tous les États membres de l'UE de mener des contrôles auprès des entreprises et d'avoir des amendes «efficaces, proportionnées et dissuasives» pour les importateurs et les négociants qui travaillent avec du bois illégal. Les pratiques relatives à l'application des lois et les amendes, varient selon les États membres. Par exemple, selon ClientEarth:

- **Royaume-Uni:** Le Royaume-Uni a attribué quatre à cinq postes à temps plein sur l'application du Règlement de l'UE sur le bois. Les amendes vont jusqu'à 5000 livres sterling et/ou des peines de prison allant jusqu'à deux ans. Le Royaume-Uni réalise des contrôles sur les entreprises mais ne révèle pas son nombre de contrôles.
- **Roumanie:** Les pénalités incluent des amendes pouvant aller jusqu'à 2250 euros et/ou une suspension du permis de négocier. Des contrôles ont été réalisés en mai et juin 2015 dans deux scieries en Roumanie, suite à des rapports d'ONG.
- **Pays-Bas:** Les pénalités incluent des amendes allant jusqu'à 81 000 euros, la saisie du bois, la suspension du permis de négocier et/ou des peines de prison allant jusqu'à deux ans. En juillet 2015, 101 contrôles ont été réalisés sur des opérateurs, et 29 mises en garde écrites ont été émises à des opérateurs.

À ce jour, les États membres de l'UE ont adopté une approche progressive pour l'application des lois, en émettant des mises en garde et en demandant des mesures correctives plutôt qu'en imposant des sanctions, afin de donner aux acteurs du secteur privé le temps de s'adapter à la réglementation.

En novembre 2014, les autorités belges [ont saisi une cargaison de bois](#) originaire du Brésil après la dénonciation de Greenpeace, qui affirmait que ce bois était illégal. Les autorités ont [finalement libéré le bois](#) en janvier 2015, après avoir conclu qu'il était légal. Cependant, l'importateur européen a par la suite annulé toute commande avec ce fournisseur, lorsque les enquêteurs brésiliens ont découvert que l'entreprise était impliquée dans des activités illégales.

En 2015, la Commission européenne a ouvert une procédure de non-respect à l'encontre de la Grèce, la Hongrie et l'Espagne. Ces pays n'avaient pas adopté les mesures de mise en œuvre nationales obligatoires du Règlement UE sur le bois, et plus précisément n'avaient pas inclus les règles sur les pénalités dans leurs législations nationales respectives. Cela pourrait aboutir à un jugement par la Cour de justice de l'UE établissant que ces États membres violent la législation européenne, et leur imposant des amendes.

Application dans les pays partenaires APV

Les Accords de partenariat volontaire renforcent l'application de la loi dans les pays partenaires de différentes façons:

Définition de la légalité: Les APV incluent une définition pratique, applicable de la légalité, que toutes les parties prenantes peuvent approuver. Il est plus clair de savoir ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, et cela permet aux organismes d'application de la loi de faire leur travail.

Contrôles de la chaîne d'approvisionnement: Un système de vérification de la légalité du bois d'un APV inclut des contrôles qui garantissent que le bois légal reste légal sur toute la chaîne d'approvisionnement, et que le bois provenant de sources illégales ou inconnues ne peut contaminer la chaîne d'approvisionnement des produits-bois. Pour cela, les pays partenaires APV mettent en place des systèmes et des procédures de suivi du bois pour vérifier les données, les documents et le bois à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement.

Vérification de la conformité: Pour garantir la légalité, un pays APV met en place les moyens de vérifier les preuves de la conformité avec la définition de la légalité et les contrôles de la chaîne de l'offre. La vérification garantit que les contrôles existent, et encourage l'application de la loi en identifiant les cas de non-conformité.

Les Accords de partenariat volontaire peuvent également reconnaître un rôle aux contrôleurs indépendants de la forêt issus de la société civile, qui peuvent vérifier la mise en œuvre du système de vérification de la légalité du bois et rapporter les cas de non-conformité aux autorités.

Souvent, les pays partenaires APV manquent des capacités nécessaires pour une application de la loi efficace. Les rapports de [Chatham House](#) font état, dans ce domaine :

- **Au Ghana**, une formation a été donnée à l'intention des procureurs qui travaillent pour la Commission des forêts. Une équipe chargée de donner une réponse rapide a également été formée, et des investissements ont été faits dans l'utilisation des outils de rassemblement d'informations.
- **Au Cameroun**, une formation a été donnée au personnel des ministères, des douanes et à des procureurs, mais les bas salaires et le fort roulement du personnel limitent son impact.

Conseils d'écriture

Alors, les histoires environnementales manquent-elles de «tragique»? Intéressez-vous aux douanes ou à l'application de la législation forestière. Passez quelques jours avec un villageois pour surveiller une forêt communautaire menacée par des exploitants. Interviewez des chercheurs pour l'Agence d'investigation environnementale au sujet de leur travail secret. Vous verrez si le sujet manque de «tragique»! Le journalisme environnemental n'est léger que si vous restez à la surface des sujets. Creusez un peu plus, et vous verrez que la forêt cache des histoires de corruption, d'impunité gouvernementale, de tueurs à gages et beaucoup d'argent. La prochaine fois que votre rédacteur se plaint de votre proposition d'écrire des «articles sur la nature», parlez-lui de ces perspectives-là.

Trouvez les héros dans le système. Même dans les organismes les plus notoirement corrompus, il y a toujours des personnes qui, en silence et parfois de façon héroïque, essaient d'être justes. Cultiver diverses sources non-officielles au sein des organismes pertinents comme les parcs nationaux, les douanes et la police est fondamental pour comprendre les côtés les plus sombres du commerce du bois. Protéger l'identité de ces sources est, bien sûr, fondamental pour un bon journaliste.

Suivez le bois. Voyagez avec le bois, et suivez-le depuis la plantation jusqu'au port, en passant par les jetées, les scieries et les centres de transformation. Qui sont les responsables que vous rencontrez au cours de ce parcours, et comment appliquent-ils les lois et mettent-ils en œuvre les contrôles sur la chaîne d'approvisionnement?

En savoir plus: Ce [rapport de la Banque mondiale](#) explique le rôle du système pénal pour lutter contre l'exploitation illégale du bois. Il s'appuie sur l'expérience acquise avec les autres types de délits comme le blanchiment d'argent et la corruption. [Carbone vert, commerce noir](#) est un rapport du PNUE et d'INTERPOL publié en 2012, axé sur l'exploitation illégale du bois. Il présente comment les criminels «associent des méthodes anciennes comme les pots de vin avec des méthodes très modernes comme le piratage informatique de sites Internet du gouvernement pour obtenir des permis de transport et autres». La [Boîte à outils analytiques sur les crimes portant sur les forêts et la vie sauvage](#) a été conçue pour aider les fonctionnaires. Elle présente un vaste aperçu des principales problématiques liées aux délits environnementaux, et une analyse des réponses préventives et de la justice pénale face aux délits sur les forêts et la vie sauvage. Cette publication de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime est également destinée à aider les journalistes qui écrivent sur les forêts et le commerce illégal de bois.

G pour Gouvernance

Tout le monde s'accorde pour dire que le mode de fonctionnement économique habituel dans les forêts et le commerce du bois conduira le monde à une impasse. Le FLEGT remet donc en cause ce mode de fonctionnement pour un mode qui permette d'avoir des forêts bien gérées productives et en bonne santé, qui profitent à tous. Cela signifie du carbone stocké sur terre et non dans l'atmosphère. Cela signifie de l'air et une eau propres. Cela signifie également des économies opérationnelles et en paix, des lois plus justes et plus efficaces, des frontières et des routes commerciales, et des consommateurs qui utilisent

leurs euros pour faire le bien dans le monde. Une bonne gouvernance forestière est centrale à ces objectifs.

L'exploitation illégale du bois n'est pas qu'une affaire technique. C'est un problème politique. Le FLEGT le reconnaît, et offre donc des mesures d'incitation aux pays exportateurs de bois afin qu'ils ouvrent de nouveaux espaces politiques, plus vastes, afin d'améliorer la transparence, la reddition de comptes, la participation, les capacités et la coordination. En bref, une bonne gouvernance peut empêcher le bois illégal de monter dans les camions et sur les bateaux et d'être exclu des marchés.

L'amélioration de la gouvernance forestière est un objectif explicite des Accords de partenariat volontaire entre l'UE et les pays producteurs de bois tropical. Sans elle, il serait impossible que toutes les parties prenantes approuvent l'APV. Pour toutes les parties prenantes de la société civile, les réformes de la gouvernance explicites dans un APV peuvent dépasser de loin les avantages économiques.

Pour certains pays, l'amélioration de la gouvernance est même une incitation plus grande pour entamer des négociations APV que le commerce. Prenez par exemple le [Honduras](#) qui a entamé ses négociations APV avec l'UE en janvier 2013. Plutôt que l'amélioration de l'accès aux marchés, la principale raison pour laquelle le Honduras s'est engagé dans un APV était la lutte contre la mauvaise gouvernance forestière, et notamment la corruption et les conflits relatifs au régime foncier.

Le reste de cette section décrit dans quelle mesure les APV ciblent quatre aspects principaux de la bonne gouvernance: transparence, reddition des comptes, capacités et participation. Puis nous fournirons quelques exemples et conseils d'écriture.

Transparence: La transparence est, bien sûr, un sujet très important pour le journalisme. Traditionnellement, la politique forestière est menée derrière des portes closes, loin des forêts et des populations qui en dépendent. Les consultations étaient plutôt déséquilibrées. Un côté possède toute l'information, les cartes et le pouvoir; les autres acteurs comme les chefs communautaires et les ONG sont complètement paralysés. Le FLEGT a été conçu pour changer cela. Ses principales mesures incluent l'engagement par l'UE et les pays partenaires APV de publier des informations et de réaliser un contrôle indépendant des systèmes de vérification de la légalité du bois par des auditeurs et autres.

La transparence améliore la gouvernance forestière en rendant plus compliquée la dissimulation de la corruption. Elle met l'accent sur la propriété forestière et rend publics les droits et les responsabilités de diverses parties prenantes. Grâce à la transparence, les parties prenantes peuvent plus facilement comprendre, mettre en œuvre et surveiller un APV. Et en améliorant la crédibilité des autorisations FLEGT, la transparence peut renforcer la confiance parmi les importateurs et les consommateurs européens. En savoir plus sur [la façon dont les APV améliorent la transparence](#) dans [APV de A à Z](#).

Reddition de comptes: L'impunité est le principal ennemi des forêts. Lorsque des exploitants, des fonctionnaires du secteur forestier et des agents des douanes savent qu'ils peuvent toujours s'en sortir, l'exploitation illégale du bois prospère et la corruption se répand. Pour que les gouvernements, les entreprises et les citoyens soient responsables de leurs actes, ils doivent faire ce qu'ils ont promis de faire. Ils doivent prendre la responsabilité

de leurs actions, et se préparer à rendre des comptes aux populations affectées. Les processus APV peuvent contribuer à améliorer la reddition de comptes par le biais de:

- Accords de partage d'avantages inclus dans le texte de l'APV
- Clarté sur les différents aspects nécessaires à la législation
- Mécanismes pour résoudre les plaintes ou les conflits, et sanctions contre les contrevenants
- Meilleure reconnaissance des droits des communautés qui vivent dans les forêts ou à côté, comme les droits fonciers
- Clarté sur les rôles et responsabilités pour appliquer la loi

Chercher à ce que le secteur forestier rende des comptes est bien sûr une tâche extrêmement ambitieuse. Le succès viendra quand les ressources forestières seront gérées sur le long terme, les coffres publics seront remplis plutôt que vidés, et les communautés sauront que leurs plaintes seront entendues. L'équilibre des pouvoirs sur le plan politique et économique est essentiel pour des forêts en bonne santé et un commerce du bois légal.

Capacités: Sans un renforcement des capacités – qu'il s'agisse des capacités du gouvernement, du secteur privé ou de la société civile – une bonne gouvernance est impossible. Les processus APV peuvent identifier et renforcer les capacités des parties prenantes à s'impliquer dans:

- Le contrôle de la chaîne de l'offre
- La vérification de la légalité du bois
- Le suivi et la sanction des crimes forestiers
- L'implication dans les processus décisionnaires
- La conformité aux exigences légales et l'adaptation des pratiques commerciales
- La communication, de façon efficace
- L'éducation et la prise de conscience d'une vaste gamme de parties prenantes, y compris les communautés rurales et les communautés difficiles à atteindre

En savoir plus sur [la façon dont les APV améliorent la transparence](#) dans [APV de A à Z](#).

Participation: Souvent, les négociations commerciales sont menées secrètement par des fonctionnaires. À l'opposé, les APV sont élaborés et mis en œuvre grâce à des processus inclusifs qui rassemblent des représentants du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Dans la plupart des pays APV, il n'y a jamais eu de décision politique inclusive.

Par le biais de la participation, d'importants aspects de l'APV comme la définition de la légalité, le système de vérification de la légalité du bois ou l'engagement de transparence, peuvent prendre toutes les préoccupations des parties prenantes en compte. Cela participe au sentiment d'appropriation, ce qui est essentiel si l'on veut que les solutions proposées fonctionnent dans la pratique.

La participation peut réduire les conflits et renforcer la confiance parmi les groupes de parties prenantes au fur et à mesure qu'ils connaissent les préoccupations et les attentes de chacun. Grâce à une participation égalitaire, il est plus probable que des groupes disparates soient disposés à faire des compromis, et qu'ils atteignent un consensus réalisable qui

équilibre tous les intérêts. En savoir plus sur [la façon dont les APV améliorent la transparence](#) dans [APV de A à Z](#).

Études de cas

Au Honduras, le processus APV est vu comme une façon d'apporter une solution aux [réclamations](#) de longue date des populations autochtones. Plusieurs ateliers ont eu lieu depuis 2014 sur les principes du consentement préalable libre et éclairé, améliorant la connaissance des populations autochtones sur ce concept, et servant d'espace pour que les populations autochtones expriment leurs attentes et préoccupations sur l'APV. Une campagne de communication a actuellement lieu au Honduras sous le slogan «Sin Derechos Indígenas y Gobernanza Forestal no hay AVA-FLEGT» (Sans droits autochtones et gouvernance forestière, il n'y a pas d'APV FLEGT).

L'ONG Fern [a analysé](#) le processus APV dans **cinq pays africains** en 2015, en termes de transparence. Elle rapporte que le processus «a contribué à mettre un terme à la perte des forêts et a amélioré les droits des communautés et populations autochtones». Citons comme exemples la suspension des permis privés au Liberia et l'adoption d'une législation sur les populations autochtones en République du Congo. En outre, le Fern rapporte que les gouvernements «ont commencé à rendre publiques des informations importantes sur le secteur forestier par le biais de centres de documentation, sites Internet et publications consacrés à l'APV, ou leur accès sur demande».

D'un autre côté, l'organisation Greenpeace [rapporte](#) que malgré le processus APV en cours au **Cameroun**, «l'attribution de permis d'exploitation du bois ne semble pas se produire conformément aux procédures officielles». Certains permis semblent avoir été attribués de façon non-transparente, souvent à des membres de l'élite politique et certains projets servent de façade pour des opérations d'exploitation illégale du bois.

Au Liberia, les groupes de la société civile ont utilisé le processus APV pour exprimer leurs préoccupations sur la forte augmentation des attributions de «permis d'utilisation privée» à des entreprises d'exploitation du bois. La plupart des permis semblent illégaux, basés sur des formalités douteuses et sans le consentement des communautés sur lesquelles l'exploitation aurait un effet. Le gouvernement a gelé tous les permis d'utilisation privée existants, et a imposé un moratoire sur les nouveaux. Pendant ce temps, plusieurs fonctionnaires du secteur des forêts comparaitront devant la justice pour des actes de corruption, qui ont permis à près de 40 % des forêts du Liberia d'être attribuées à des exploitants.

Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire. En 2014, dans la superpuissance tentaculaire du bois – **l'Indonésie** – [l'Agence d'investigation environnementale a rapporté](#) l'histoire d'un policier faiblement gradé, basé en Papouasie occidentale, accusé de blanchiment d'argent après que des preuves montrent que 127 millions USD ont transité par ses comptes. Une partie de cet argent était lié à des cargaisons de bois pourtant déclaré illégal. Il a été jugé coupable d'un seul des délits – l'exploitation illégale du bois – et a été condamné à deux ans de prison et à une amende de seulement 4000 USD.

Conseils d'écriture

Ecoutez les «chiens de garde». Un mécanisme essentiel d'une bonne gouvernance dans le processus APV est la surveillance indépendante, souvent par des organisations de la société civile. C'est là que les principaux sujets controversés se feront entendre. Les journalistes prudents garderont donc toujours une oreille attentive. Par exemple, en Indonésie, en 2015, des groupes de la société civile ont traîné le ministère de l'Environnement et des Forêts devant le tribunal car il refusait de publier les données sur les forêts. Et ils ont gagné! Cette affaire a fait grand bruit pour l'une des premières, et certainement l'une des plus importantes, mises en œuvre de l'APV.

Rapprochez les marges. Un objectif principal du FLEGT – et déterminant pour son succès – est de faire de la place à la table des négociations aux populations marginalisées, comme les communautés dépendantes des forêts et les populations autochtones. Des représentants de ces groupes auront des opinions marquées sur les avancées réalisées jusqu'à présent. Une couverture juste et équilibrée des forêts, du bois et du FLEGT, est une couverture qui laisse entendre les populations marginalisées. Le FERN, le Programme Forest Peoples, ClientEarth et le Centre pour l'environnement et le développement ont rédigé un [guide utile](#) qui explique les principaux aspects de la législation et les droits fonciers importants pour garantir le sentiment d'appropriation et de contrôle des communautés sur les terres et les ressources. Il explique comment identifier et créer des opportunités de réforme législative, et donne des exemples de réformes réalisées dans d'autres pays africains.

Parler de la révolution des communications. La technologie transforme la façon dont les personnes reçoivent l'information, et transforme les villageois en journalistes citoyens. Par exemple, dans la province indonésienne de Kalimantan, le journaliste Harry Surjadi a aidé [des villageois à utiliser des téléphones portables](#) pour lutter contre l'appropriation illégale des terres, l'exploitation illégale du bois, et le nettoyage illicite des terres. Surjadi a inventé un système informatique connecté à la station TV locale, Ruai TV. Les agriculteurs prennent note des violations et utilisent leurs téléphones portables pour envoyer l'information à un journaliste. Puis, l'information est envoyée à Ruai TV, où elle est affichée sur le «fil d'actualités». Grâce à Surjadi, les propriétaires de téléphones portables dans le village peuvent également s'inscrire à la chaîne d'informations Agriculteurs.

T pour *trade* (commerce)

Au début des années 2000, les efforts internationaux pour lutter contre l'exploitation illégale du bois se focalisaient sur l'application des lois et la gouvernance, mais échouaient. L'Union européenne a donc décidé de prendre le commerce en compte dans sa réponse politique à l'exploitation illégale du bois, en le considérant comme un élément essentiel pouvant débloquer les réformes nécessaires de gouvernance.

Les initiatives précédentes s'étaient focalisées sur l'offre uniquement. Le Plan d'action FLEGT de l'UE était la première initiative à associer des mesures du côté de l'offre et des mesures du côté de la demande. Le Plan d'action FLEGT de l'UE a deux mesures principales liées au commerce, qui créent des incitations pour le commerce légal et découragent le commerce illégal.

- Le **Règlement de l'UE sur le bois**, entré en vigueur en 2013. Il rend illégal le placement de produits-bois illégaux sur le marché européen. Il demande aux importateurs d'adopter des procédures de diligence raisonnable pour s'assurer que les produits qu'ils proposent sont légaux.
- Les **Accords de partenariat volontaire (APV)** entre l'UE et les pays exportateurs de bois. Ils créent des systèmes qui émettent des autorisations FLEGT au bois vérifié, produit conformément aux législations nationales. Les autorisations FLEGT remplissent automatiquement les exigences de diligence raisonnable du Règlement de l'UE sur le bois.

À ce jour, tous les pays ayant accepté un APV avec l'UE ont choisi d'appliquer leur propre système de vérification de la légalité du bois à toutes leurs exportations – et non uniquement aux exportations vers le marché européen. La plupart des pays partenaires APV ont également choisi d'inclure leurs marchés internes. En conséquence, le FLEGT concerne une grande diversité de flux de bois, de la forêt aux consommateurs:

- le bois exporté d'un pays partenaire APV vers un État membre de l'UE
- le bois d'un pays partenaire APV vendu sur son marché interne
- le bois exporté d'un pays partenaire APV vers un État non-membre de l'UE, comme la Chine
- le bois exporté d'un pays membre de l'UE vers un autre État membre de l'UE
- le bois exporté d'un pays non-partenaire APV vers un État membre de l'UE
- le bois d'un pays partenaire APV qui est exporté vers un pays non-APV, transformé et réexporté vers un État membre de l'UE
- le bois d'un pays non-partenaire APV qui est importé vers un pays partenaire APV, transformé et réexporté vers un État membre de l'UE
- le bois d'un pays non-partenaire APV qui passe par un pays partenaire APV sur sa route vers le marché européen (bois en transit)

Conseils d'écriture

Commerce de quoi? Le Règlement de l'UE sur le bois s'applique uniquement à certains types de produits-bois (la liste [ici](#)). Chaque APV doit couvrir ces produits, mais peut également inclure d'autres produits que le pays partenaire, en consultation avec les parties prenantes nationales, décide d'inclure. L'APV dresse la liste des produits qu'il inclut dans l'Annexe.

Les chiffres du commerce. Les chiffres du commerce sont difficiles à avoir, difficiles à comprendre et difficiles à vérifier. Essayez tout d'abord le rapport de référence 2015 [Surveillance indépendante du marché dans le cadre du FLEGT \[PDF\]](#) ou son résumé [\[PDF\]](#). L'UE a chargé la Surveillance indépendante du marché d'évaluer comment l'UE et les marchés internationaux réagissent face au bois possédant la autorisation FLEGT. L'Organisation internationale des bois tropicaux a été chargée de cette tâche.

Essayez d'accéder et d'étudier les documents des entreprises. Aux États-Unis, les entreprises officiellement sur la liste doivent remplir un document «10-K» auprès de la Security Exchange Commission, qui inclut les états financiers audités de l'entreprise. Cela inclut des informations sur les risques, et notamment les questions liées à la légalité des

fournisseurs. Le détaillant américain Lumber Liquidators a récemment [été la cible des critiques](#) pour des questions d'illégalité de ses fournisseurs chinois. En savoir plus sur les exigences à remplir dans les pays sur lesquels vous enquêtez.

Cultivez vos contacts journalistiques à l'autre bout de la chaîne d'approvisionnement.

Le bois et les meubles quittent les ports du Ghana et du Vietnam et arrivent en France ou aux Pays-Bas. Pour écrire cet article, vous avez besoin d'être aux deux bouts de l'histoire. Si votre rédacteur accepte de payer votre voyage à Marseille ou à Surabaya, tant mieux! Mais la plupart des rédacteurs refuseront, ou n'auront pas les moyens. Il est donc essentiel, et profitable pour les deux parties, de construire de bonnes relations entre journalistes de l'UE et journalistes des pays exportateurs de bois.

Étudiez les perspectives de l'entreprise pour un avis équilibré. Les entreprises sont en général plutôt réticentes face aux réglementations gouvernementales, cependant la plupart soutiennent le FLEGT. Mais le FLEGT revêt différents sens, selon les différents types d'entreprises. Lorsque vous enquêtez sur le commerce, veillez à prendre en compte les grandes et les petites entreprises, les importateurs et les exportateurs ainsi que les entreprises impliquées dans l'exploitation, le transport et la transformation du bois.

Les sept piliers du FLEGT

Cette section explique ce que chacun des sept éléments du Plan d'action FLEGT vise à réaliser. Elle décrit les progrès réalisés à ce jour, et offre des études de cas et des conseils d'écriture sur [les Accords de partenariat volontaire](#), le [Règlement de l'UE sur le bois](#), le [soutien aux pays exportateurs de bois](#), le [soutien au secteur privé](#), [les politiques d'achats publics](#), [l'investissement et le financement](#), et le [bois de conflit](#).

Les Accords de partenariat volontaire

Les Accords de partenariat volontaire sont des accords commerciaux bilatéraux entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois. Ils visent à s'assurer que le pays partenaire n'exporte que des produits-bois qui ont été légalement récoltés, transportés, transformés et négociés. Les APV luttent également directement contre les causes de l'illégalité, en améliorant la gouvernance forestière, la législation et l'application de la loi.

Le système de vérification de la légalité du bois est une composante essentielle de chaque APV. Il est, composé des cinq éléments suivants:

- Une définition du bois légal, basé sur les législations et réglementations nationales
- Les procédures pour surveiller le bois dans toute la chaîne d'approvisionnement
- Des mécanismes pour vérifier que le bois est conforme à la définition de la légalité et aux contrôles de la chaîne d'approvisionnement
- Des audits indépendants
- L'autorisation FLEGT des produits-bois légaux vérifiés

Les négociations APV sont coopératives, et non agressives. Les deux parties partagent le même but: éliminer l'exploitation illégale du bois. Le processus de négociation et de mise en œuvre d'un APV est long, car les systèmes de vérification de la légalité du bois doivent être solides et crédibles. Cela demande un large consensus parmi les parties prenantes, qui peut parfois prendre des années à obtenir. Le processus implique des représentants de la société civile et du secteur privé, et pas uniquement des fonctionnaires représentant l'État. Trouver un terrain d'entente entre exploitants forestiers, entreprises d'exploitation du bois, ONG environnementales et habitants autochtones des forêts n'est pas chose facile. Toutes les parties doivent accepter un compromis.

Avancées à ce jour

Six pays ont ratifié des APV avec l'UE et mettent en œuvre les accords en amont des autorisations FLEGT: le Cameroun, le Ghana, l'Indonésie, le Liberia, la République centrafricaine et la République du Congo. Neuf pays supplémentaires sont actuellement en négociations APV avec l'UE: la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Gabon, le Guyana, le Honduras, le Laos, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam.

Les APV ont dépassé l'ambition originale de l'UE, en incluant toutes les exportations de bois, et pas seulement celles à destination de l'UE. En outre, la plupart des APV incluent également le marché domestique du pays partenaire.

Aucun pays APV n'a encore émis d'autorisation FLEGT. Tous les processus APV ont déjà eu des impacts positifs sur la gouvernance forestière (voir Gouvernance). Le niveau de participation des parties prenantes dans les processus APV est sans précédent. Les processus APV ont renforcé les capacités des gouvernements, des parties prenantes du secteur privé et de la société civile pour travailler ensemble afin de mettre un terme à l'illégalité. Chaque APV inclut également l'engagement du pays partenaire et de l'UE de publier les informations que les parties prenantes estiment importantes pour le public.

- Au Liberia, l'APV a aidé les communautés à garder une part des sommes que les entreprises d'exploitation du bois paient au gouvernement.
- En Indonésie, l'APV a autonomisé les groupes de la société civile et les a transformés en chiens de garde des forêts, en les faisant faire partie intégrante du système de vérification de la légalité du bois.
- Au Honduras, l'APV a permis aux populations autochtones de participer au processus décisionnaire sur les forêts à un niveau inégalé.

Conseils d'écriture

Comprendre le contexte national. La Facilité FLEGT de l'UE a des [informations de référence](#) sur le secteur forestier de chaque pays partenaire APV, ainsi qu'un [espace médias](#) avec des pages sur chaque pays partenaire APV. Les autres sources d'informations spécifiques par pays incluent: [illegal-logging.info](#) et [logging-off.info](#).

Comprendre le processus. [APV de A à Z](#) est une ressource en ligne qui explique les processus, les structures, les parties prenantes et les résultats des APV. Il inclut des informations spécifiques par pays et des liens pour avoir davantage d'informations.

Connaître votre APV. Chaque APV est différent. Il varie selon les pays, et les journalistes doivent se familiariser avec les mesures des pays sur lesquels ils écrivent. Les APV ne sont pas secrets. L'intégralité du texte et les annexes de chaque Accord sont publics et disponibles en plusieurs langues. En outre, pour les APV encore en négociation, l'UE et le pays partenaire publient des résumés des séances de négociations. Pour les APV actuellement mis en œuvre, le Comité conjoint de mise en œuvre publie des compte-rendus des réunions. L'UE publie une note d'information à la signature de l'APV. Pour certains APV, les contre-rapports de la société civile sont également disponibles. Tous ces documents sont disponibles sur les pages de pays du site de la [Facilité FLEGT de l'UE](#).

Sources des articles. Les sources des articles peuvent être:

- Rapports publics des auditeurs indépendants qui font partie intégrante de chaque système de vérification de la légalité du bois APV
- Moniteurs indépendants des forêts
- Sites Internet spécialisés que les pays partenaires APV ont créés pour partager les informations et les nouveautés avec les parties prenantes
- Rapports des organisations de la société civile nationales et basées en Europe.

Questions à prendre en compte :

- Pourquoi certains pays décident-ils de mettre en place un APV et d'autres non? Quel processus les pays utilisent-ils pour prendre cette décision?
- Quels produits couvre un APV? Tous les APV acceptés à ce jour utilisent une annexe pour dresser la liste des produits couverts par l'APV.
- À quelle autre information puis-je avoir accès? Les APV incluent des engagements envers la divulgation publique des informations sur le secteur forestier d'un pays.
- Combien de représentants sont/étaient impliqués dans les négociations APV?
- Que pensent les différents groupes de parties prenantes de l'APV?
- Qu'est-ce que la mise en œuvre de l'APV implique?
- Comment le système de vérification de la légalité du bois surveille-t-il le bois, depuis la plantation jusqu'à l'exportation?
- Quelle est la représentation des communautés ethniques minoritaires dans le processus APV FLEGT?
- Quels sont les coûts et les avantages d'un APV?

Le Règlement de l'UE sur le bois

Le Règlement de l'UE sur le bois pour lutter contre le commerce de bois illégal est entré en vigueur dans tous les États membres de l'UE le 3 mars 2013. Cette législation interdit de placer du bois illégalement récolté sur le marché européen, et concerne le bois et les produits-bois domestiques et importés. Le Règlement sur le bois inclut une vaste gamme de [produits-bois](#) listés dans son Annexe.

La législation établit des procédures pour minimiser le risque d'utilisation de bois illégal. Les entreprises qui placent du bois sur le marché européen doivent, par le biais d'un système de diligence raisonnée, veiller à ce que le bois qu'ils négocient est légal. Les négociants qui vendent ou achètent du bois déjà sur le marché doivent garder les informations qui permettent au bois qu'ils négocient d'être facilement tracé.

Le bois ou les produits-bois qui portent une autorisation FLEGT valide seront automatiquement considérés comme conforme aux exigences du Règlement de l'UE sur le bois. Le bois est exempt des exigences de la diligence raisonnée s'il a un permis CITES, émis conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Cependant, les exigences de diligence raisonnée s'appliquent toujours au bois certifiés par les processus comme FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC (Programme pour l'application de la certification forestière).

Pour mettre en œuvre le Règlement sur le bois, chaque État membre de l'UE doit nommer une autorité compétente, réaliser des contrôles auprès des entreprises et avoir des sanctions «efficaces, proportionnées et dissuasives» en place, en cas de non-conformité. Dans certains cas, il a fallu changer la législation dans les États membres de l'UE.

Chaque État membre de l'UE met en œuvre le Règlement de l'UE sur le bois différemment. Les sanctions varient par exemple. Certaines organisations de la société civile s'inquiètent que cela pourrait encourager le bois illégal à entrer sur le marché européen en passant par les États membres moins contraignants.

Certaines parties prenantes européennes demandent que le Règlement de l'UE sur le bois inclue une gamme plus vaste de produits. Le Règlement de l'UE sur le bois n'inclut pas des biens comme les chaises, les jouets, les livres, les instruments de musique, les biens imprimés et le charbon de bois.

L'évaluation du Règlement de l'UE sur le bois, prévue en décembre 2015, doit aborder ces problématiques. La Commission européenne prend déjà des mesures pour encourager une mise en œuvre uniforme.

Conseils d'écriture

La Commission européenne publie des articles et des mises à jour sur le Règlement de l'UE sur le bois sur un [site Internet](#) dédié. Cela inclut un [tableau avec des informations sur l'état de la mise en œuvre du Règlement sur le bois](#) régulièrement mis à jour par les États membres de l'UE.

L'ONG européenne [ClientEarth](#) est une source précieuse d'informations indépendantes sur le Règlement de l'UE sur le bois et sa mise en œuvre. Elle publie une mise à jour périodique appelée [EUTR Latest News](#). ClientEarth réunit également [des notes](#) présentant la façon dont certains États membres de l'UE comme la [France](#), les [Pays-Bas](#), la [Roumanie](#) et le [Royaume-Uni](#) mettent en œuvre le Règlement de l'UE sur le bois.

En 2015, NepCon a publié un [aperçu de l'application du Règlement de l'UE sur le bois](#) très utile, incluant les avancées réalisées à ce jour et les perspectives pour l'avenir.

Une évaluation indépendante du Règlement de l'UE sur le bois sera publiée en décembre 2015. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, la Commission européenne organisera une consultation publique et publiera les commentaires reçus [en ligne](#). Les commentaires, organisés par type de partie prenante, offriront un aperçu de ce que les différents groupes pensent, et pourront inspirer des articles pour les médias.

Questions à prendre en compte

- Quelle autorité compétente est pertinente pour votre article?
- Quelles sont les sanctions en cas de non-conformité? Les sanctions sont-elles efficaces, proportionnées et dissuasives?
- Quelle approche adopte l'autorité compétente pour appliquer la réglementation?
- Combien de contrôles ont déjà été effectués sur les entreprises? Quels ont été les résultats?
- Que pensent les entreprises des pays exportateurs de bois du Règlement de l'UE sur le bois?
- Comment les entreprises européennes encouragent-elles leurs fournisseurs à garantir qu'ils fournissent l'information requise par la diligence raisonnable?

Le soutien aux pays exportateurs de bois

Le Plan d'action FLEGT de l'UE appelle cela «le soutien aux pays producteurs de bois, y compris la promotion de solutions justes pour lutter contre le problème de l'exploitation illégale du bois». Dans la pratique, cela signifie que l'UE rend disponible des financements

et une expertise pour les pays qui ont besoin d'aide pour lutter contre l'exploitation illégale du bois.

Ce soutien peut inclure:

- Des experts techniques pour travailler dans les ministères ou départements gouvernementaux
- Une aide aux pays pour mettre en place des systèmes et structures techniques
- Un financement pour soutenir les processus multipartites
- Un financement permettant aux parties prenantes de la société civile et du secteur privé de contribuer aux objectifs du FLEGT

L'UE peut canaliser ce soutien par le biais d'intermédiaires, comme les organisations de la société civile basées en UE, les associations et cabinets de conseil du secteur privé, et les organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Facilité FLEGT de l'UE. Les États membres de l'UE fournissent également un soutien aux pays exportateurs de bois par le biais de leurs budgets d'aide internationale au développement.

Voici quelques exemples:

- **Au Ghana**, le [Projet UE sur la scie à chaîne](#) réalisé par Tropenbos International étudie les alternatives à l'abattage illégal par tronçonneuse, qui soient utiles au marché domestique de bois d'œuvre.
- **En Indonésie**, le [Programme forestier multipartite](#) financé par le Département pour le développement international britannique (DFID) aide l'Indonésie à mettre en œuvre son Accord de partenariat volontaire avec l'UE en facilitant les partenariats entre le gouvernement central et local, la société civile et le secteur privé.
- **Au Laos**, le [Programme ProFLEGT](#) financé par l'Agence allemande pour le développement internationale (GIZ) soutient les négociations APV. Le ProFLEGT aide le gouvernement du Laos à gérer un processus multipartite inclusif, à renforcer les capacités des parties prenantes à s'engager dans le processus et testera le nouveau système de vérification de la légalité du bois afin de l'améliorer.

Conseils d'écriture

En savoir plus: Les sources d'informations sur le soutien de l'UE aux pays exportateurs de bois incluent le [Programme UE-FAO FLEGT](#) et la [Carte des projets FLEGT](#), qui donne des détails sur plus de 100 projets que l'UE et les États membres de l'UE financent.

Questions à prendre en compte:

- Combien d'argent l'UE et les États membres de l'UE dépensent-ils, et où cet argent va-t-il?
- Quelles sont les preuves que le soutien de l'UE a un impact sur le long terme?
- Qui profite de ce soutien? Qui n'en profite pas?
- Comment le soutien pour les pays exportateurs de bois dans le cadre du FLEGT s'aligne-t-il avec les autres programmes de coopération au développement, comme le soutien pour les activités de la REDD+?

- Que se passe-t-il à la fin du projet? Les avantages continuent-ils?

Le soutien aux initiatives du secteur privé

Le FLEGT encourage les entreprises du secteur privé à garantir que leurs chaînes d'approvisionnement, de la plantation au marché, sont exemptes d'illégalités. Pour cela, la Commission européenne offre une aide technique et financière aux actions du secteur privé. Ces actions, menées par la Fédération européenne du commerce du bois et ses membres incluent:

- Un partenariat dans le Plan d'action sur le commerce du bois, afin d'aider les entreprises à vérifier la légalité dans leurs chaînes d'approvisionnement
- L'adoption de codes de conduite et de systèmes de certification volontaires
- La mise en place de systèmes de diligence raisonnable pour la conformité au Règlement de l'UE sur le bois
- Le suivi des impacts du Règlement de l'UE sur le bois
- L'adhésion à la Coalition européenne pour un bois tropical durable

Les membres de la Fédération ont également pris des mesures dans leurs chaînes d'approvisionnement, comme:

- Analyser les lacunes de la légalité dans les chaînes d'approvisionnement importantes
- Imposer les exigences du Règlement de l'UE sur le bois sur les fournisseurs
- Soutenir les initiatives de renforcement des capacités, comme celles pour les petites et moyennes entreprises en Afrique

Conseils d'écriture

La [Fédération européenne du commerce du bois](#) et ses membres peuvent fournir des informations sur ce que les entreprises modernes font pour lutter contre l'exploitation illégale du bois et comment l'UE les aide.

[Le Guide de l'Alliance Rainforest](#) est utile pour en savoir plus sur les initiatives du secteur privé pour auditer, surveiller, vérifier ou certifier les produits forestiers légaux.

Le [Guide de la légalité](#) de TFT: Ce sont des conseils pratiques pour les producteurs, les transformateurs et les exportateurs de bois, afin qu'ils sachent ce que les entreprises doivent faire pour vendre leurs produits légalement récoltés aux États-Unis, en UE et en Australie. Il offre des conseils pratiques et contient une section spécifique pour les producteurs, les transformateurs et les exportateurs de bois. C'est un outil pratique pour les journalistes qui écrivent sur l'économie du bois.

Un autre [guide pratique](#) est celui rédigé par le WWF. C'est un exemple du soutien du FLEGT envers les pays exportateurs d'Afrique. Le «Guide pour les exportateurs et importateurs de bois du Ghana et du Liberia» est destiné à aider les entreprises à «supprimer le bois issu de sources douteuses de leurs chaînes d'approvisionnement».

Politiques d'achats publics

Entre 15 et 20% des achats de bois dans la plupart des pays de l'UE sont réalisés par des organismes gouvernementaux. C'est donc là, bien sûr, qu'il faut focaliser la lutte contre le commerce de bois illégal. De bonnes [politiques d'achats publics](#) peuvent également avoir une forte influence sur les politiques du secteur privé.

Les politiques d'achats publics sont les politiques gouvernementales qui formulent les exigences pour les produits achetés par le gouvernement et les organismes gouvernementaux. Dans le cadre du Plan d'action FLEGT de l'UE, les États membres de l'UE sont encouragés à rédiger des critères pour tous les produits forestiers concernés. L'application de ces critères garantit que les produits sont vérifiés de façon indépendante comme légaux et/ou durables. Le [Manuel sur les achats publics écologiques](#) de la Commission européenne explique comment garantir que les achats publics aident à atteindre les Objectifs de développement durable.

Pour l'instant, 19 États membres de l'UE ont mis en place des politiques d'achats publics afin de garantir que les projets gouvernementaux n'utilisent pas de bois illégal. En 2013 par exemple, le Royaume-Uni a initié son système d'achat public disponible [ici](#). Certaines de ces politiques reconnaissent les autorisations FLEGT comme une preuve de légalité, ou de légalité et durabilité.

Lors de la [Conférence annuelle de la Semaine FLEGT en 2015](#), le consultant Duncan Brack a affirmé qu'il est évident que les politiques d'achats publics accroissent la part de marché du bois légal vérifié et durable. Il a ajouté que les engagements croissants des entreprises privées pour éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement sont susceptibles d'encourager encore plus l'adoption de politiques d'achats publics de bois durable.

Conseils d'écriture

Sources utiles d'informations sur les politiques d'achats publics dans le cadre du FLEGT:

- Duncan Brack, Chatham House: [Réduction de la déforestation dans les chaînes de l'offre des biens agricoles Utilisation des politiques d'achats publics](#)
- Commission européenne [Achats publics écologiques](#)
- ClientEarth: [Politiques d'achats publics](#)
- Illegal-Logging.info: [Achats publics](#)

Questions à prendre en compte:

- Quelle est la part des politiques d'achats publics dans les produits-bois dans chaque pays?
- Que pensent le secteur privé et les organisations de la société civile des politiques d'achats publics ? Sont-elles solides, justes, efficaces?
- Les politiques d'achats publics sont-elles mises en œuvre et appliquées?
- Quelles sont les preuves que les politiques sont efficaces?
- Comment ces politiques ont-elles été élaborées? Qui y a contribué?

L'investissement et le financement

Les investissements à grande échelle dans les terres, les mines, les biens et les infrastructures dans les pays producteurs de bois a sans aucun doute encouragé l'exploitation illégale du bois.

Le FLEGT encourage les investisseurs, y compris les organismes de crédit à l'exportation, les banques et les institutions financières, à utiliser de solides procédures de diligence raisonnée pour limiter les impacts sociaux et environnementaux de leurs investissements dans les activités du secteur forestier. Il convient de faire particulièrement attention avant d'investir dans des zones où il existe un régime foncier controversé ou des conflits entre les droits officiels et traditionnels de propriété des terres. Certaines questions font partie essentielle des négociations APV, et les investisseurs sont donc encouragés à s'informer des avancées faites dans les pays qui négocient et mettent en œuvre des APV.

Le lancement du FLEGT et d'autres initiatives comme la [Directive sur la transparence](#) de l'UE, la [Directive sur la responsabilité](#) et la [Directive sur la publication des informations à caractère financier](#) encouragent les institutions financières européennes à considérer plus sérieusement les questions environnementales et sociales. Cependant, par rapport à d'autres aspects du Plan d'action FLEGT de l'UE, il y a moins d'actions sur les dispositions financières et relatives à l'investissement.

Conseils d'écriture

Nous l'avons déjà dit, mais répétons-le: **Suivez l'argent!** Et suivez ceux qui en gagnent. Une étude de 2015, intitulée [Pourquoi est-ce tellement dur d'arrêter la déforestation](#), a ainsi mis à jour que malgré la diversité des systèmes juridiques et la variété des niveaux de décentralisation dans cinq pays, les acteurs puissants ayant un intérêt dans la déforestation trouvent souvent une façon de tirer leur épingle du jeu – soit en utilisant les règles à leurs avantages, soit en les contournant.

Allez à la banque. Demandez aux banques et aux investisseurs ce qu'ils font pour s'assurer qu'ils ne participent pas à l'exploitation illégale du bois. Très peu auront des réponses exhaustives, et pour ceux qui n'en ont pas, cela ouvre la porte à de nouveaux articles. Découvrez où sont les investissements – recourent-ils d'une façon ou d'une autre le secteur forestier d'un pays? Suivez l'argent jusqu'au bout, puis contactez les entreprises et les groupes de la société civile pour avoir leur opinion. Vous ne trouverez peut-être rien, mais vous pourrez aussi mettre à jour un lien entre les principales institutions financières et les crimes forestiers.

Lutter contre le bois de conflit

Les conflits sanglants au Cambodge, Myanmar et dans le bassin du Congo s'alimentent des gros profits que les groupes armés dégagent de la vente du bois. Lorsque le Plan d'action FLEGT a été élaboré au début des années 2000, le bois volé par le régime de Charles Taylor au Liberia finançait les rebelles qui luttait contre le gouvernement dans le Sierra Leone voisin. Le conflit menaçait de déstabiliser toute la région, et pourtant, il n'y a pas eu

de définition internationalement acceptée du bois de conflit ou de plan pour résoudre ce problème.

Le FLEGT inclut des mesures pour obtenir une définition internationale du bois de conflit, et renforcer la compréhension du rôle des forêts dans les conflits dans les programmes de développement de l'UE. L'UE a soutenu la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a interdit les importations de bois provenant du Liberia entre 2003 et 2006. L'UE s'est également interrogée sur la façon dont les conflits sur les ressources naturelles affectent son travail en République démocratique du Congo, au Liberia et au Myanmar.

Il convient d'agir davantage pour améliorer la coordination entre les organismes d'application de la loi dans les différents pays, et de mettre en place une approche globale pour lutter contre le bois de conflit. On peut prendre exemple sur le processus Kimberley, qui cherche à réduire les dommages causés par les diamants de sang grâce à un système de certification des diamants s'assurant que les diamants ne proviennent pas de zones de conflits.

Parler du FLEGT

Comment les journalistes peuvent-ils parler de quelque chose d'aussi important sans perdre leur public dans la mer d'acronymes... FLEGT, APV, REDD, CCM, XYZ...? Expliquez-les comme vous le feriez pour une personne normale. Votre public est intelligent, mais il ne connaît rien au FLEGT. Et si vous n'adoptez pas la bonne approche, ils n'y connaîtront jamais rien.

Écrivez sur le jargon du FLEGT normalement, pas comme un expert. Il est important de comprendre le vocabulaire du FLEGT. Mais il est également important de l'utiliser avec soin dans vos articles. Tout article ou reportage avec les acronymes FLEGT, APV et Règlement de l'UE Bois dans le même paragraphe fera inévitablement zapper votre public vers la page ou la chaîne sports ou société. Comprenez ce que vos sources vous disent. Puis traduisez-le en langage courant.

Le reste de cette section comprend des [idées d'articles](#), une [liste de vérification pour les journalistes](#) et des conseils pour trouver des [experts à interviewer](#) et des [photos pour illustrer vos articles](#). Elle inclut également des sources pour plus d'informations sur le FLEGT et des conseils pour [votre propre sécurité](#).

Idées/angles d'articles

Négociations APV. C'est un terrain fascinant, même s'il est parfois difficile d'accès pour les médias. C'est sans aucun doute le domaine des journalistes qui écrivent sur la diplomatie, les accords commerciaux, les relations internationales et les processus internationaux comme les pourparlers sur les changements climatiques de l'ONU. Ce qui rend les négociations APV différentes est leur ouverture à différents groupes de parties prenantes, et les compte-rendus publics des sessions de négociation et les versions provisoires des textes et annexes.

Réforme des douanes. Super. Mais qui va aller embêter ces personnes? Est-ce un autre exemple de combien les reportages environnementaux manquent de «tragique»? Que se passerait-il si les fonctionnaires des douanes étaient payés correctement, étaient respectés? Ils deviendraient des défenseurs actifs de la nature – ou du patrimoine national. Ils pourraient même devenir des modèles pour les enfants. Les contrôles aux douanes et aux frontières sont une étape essentielle de la chaîne. Les ports sont photogéniques – mais les fonctionnaires des douanes sont des personnes en chair et en os, qui ont peut-être envie de raconter leur histoire.

Suivez l'argent! Le bois est un secteur économique important, mais où va tout l'argent? Une partie de l'argent va-t-elle dans les communautés dépendantes des forêts, qui vivent dans ou autour des concessions forestières? Et les impôts, et les permis que les entreprises sont censées payer au gouvernement?

Suivez les arbres! Dans un secteur forestier bien géré, il est possible de suivre les produits-bois jusqu'à la souche de l'arbre dans la forêt. Essayez de faire ce voyage, ou à l'inverse, suivez le bois depuis la forêt jusqu'aux routes, la scierie, le transformateur et enfin le port ou le marché domestique. Les exploitants, les négociants, les artisans, les agents de la loi, les fonctionnaires des douanes et les communautés ont tous des points de vue intéressants.

Innovations technologiques. Les [enquêteurs de Greenpeace](#) ont utilisé les traceurs GPS pour suivre le bois provenant d'exploitations illégales au Brésil. Des [drones](#) survolent les incendies en Indonésie, pour suivre les sources du brouillard qui recouvre annuellement une grande partie de l'Asie du Sud-Est, et surveillent les aires de conservation dans le monde entier. Depuis [les code-barres ADN](#) jusqu'aux appareils qui identifient les espèces d'arbres en quelques secondes, de quelles autres innovations technologiques votre reportage peut-il parler? Voir le [Guide PROFOR sur les outils technologiques ou manuels](#).

Un vernis vert et/ou la confiance du client? Une autorisation FLEGT peut-elle vraiment donner confiance aux importateurs et consommateurs européens quant au fait que les produits-bois qu'ils achètent sont légaux ? Où sont les failles, et qui veut les garder ouvertes?

La législation est-elle le problème? Y a-t-il des lois qui sont injustes ou impossibles à mettre en pratique? Certaines lois punissent-elles les villageois pauvres mais pas les puissants criminels? Certaines lois ont-elles des effets pervers, comme l'encouragement à la déforestation, ou permettent-elles aux entreprises d'éviter de payer leurs permis? L'APV peut-il résoudre ces problèmes? Dans chaque système législatif, le journaliste peut trouver des histoires fascinantes dont les personnages sont des exploitants, des agents de la loi, des communautés forestières et des organisations de la société civile. Pour plus d'inspiration, lisez cette [histoire en Indonésie](#).

La voix du peuple... «FLEG quoi?» «Je ne comprends rien». «Je n'en ai rien à faire des singes et des grenouilles». C'est sûr, vous trouverez des gens qui vous diront cela. Pourquoi ne pas adopter une approche différente, comme: «Voici une famille qui a de l'eau courante car leur forêt est durablement gérée. Voici un enfant qui habite dans un bidonville parce que la forêt de sa famille a été déboisée. Lorsque vous achetez ce lit, vous souhaitez que le bois provienne de quelle forêt?»

Trouvez l'angle dramatique à votre histoire: Imaginez l'intrigue d'une série télévisée, où les personnages essayent de mettre fin à des crimes environnementaux: des gardes forestiers machos qui font une descente chez des barons du bois, des adorables douaniers qui sauvent des valises de lémuriers loris, des geeks qui conduisent des drones au-dessus d'un parc national et révèlent l'exploitation illégale du bois, des banquiers en costume charmants mais véreux, des journalistes sexy, intrépides et ambitieux qui, en caméra cachée, sourient à des politiciens intouchables et condamnés à de la prison – regarderiez-vous cela?

Liste de vérification pour les journalistes

Votre article explique-t-il les principales causes de l'exploitation illégale du bois, comme les problèmes de gouvernance, la corruption ou une mauvaise application des lois?

Votre article décrit-il les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'exploitation illégale du bois? Avez-vous passé en revue qui profite, directement et indirectement, de l'exploitation illégale du bois?

Votre article inclut-il des données sur l'ampleur de l'exploitation illégale du bois? Ou des chiffres sur la valeur du bois négocié légalement ou illégalement?

Si votre article parle d'un Accord de partenariat volontaire, explique-t-il les avantages et les coûts de l'Accord? Gardez à l'esprit que les avantages peuvent être économiques, sociaux ou environnementaux?

Votre article inclut-il les opinions des diverses parties prenantes issues du gouvernement, du secteur privé et de la société civile? Qu'en est-il des communautés et des populations autochtones?

Le FLEGT est un processus. Votre article indique-t-il ce qui se passera ensuite?

Avez-vous des photos, des vidéos, des infographies qui accompagnent votre article? Les ONG et organisations internationales ont souvent de bonnes ressources, qu'elles partagent facilement.

Experts à interviewer

[L'espace médias de la Facilité FLEGT de l'UE](#) et ses sous-pages pour les pays partenaires APV incluent les coordonnées de nombreux experts. Pour trouver d'autres experts à interviewer, allez sur le site Internet des organisations répertoriées dans la [section sur les sources pour plus d'informations liées au FLEGT](#).

Photos et graphiques

La Facilité FLEGT de l'UE a des [galeries photos](#) pour chaque pays qui négocie ou met en œuvre un Accord de partenariat volontaire. D'autres bonnes sources d'images sont les comptes Flickr de [PROFOR](#) et [CIFOR](#). La plupart de ces images sont disponibles sous licence Creative Commons, même si certaines ne sont pas autorisées pour utilisation commerciale.

Consignes de sécurité

L'écriture d'un reportage sur l'exploitation illégale du bois peut amener les journalistes à être en contact avec des criminels organisés, des agents d'application de la loi corrompus et autres personnages dangereux. Ces dernières années, plusieurs journalistes qui avaient fait des reportages sur l'exploitation illégale du bois ont été menacés, attaqués et même

assassinés. Les pays concernés incluent le Brésil, le Cambodge, le Gabon, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, le Maroc, les Philippines, la République démocratique du Congo, et le Vietnam. Aucun article ne justifie cette fin.

Le Comité de protection des journalistes a publié un [guide utile sur la sécurité](#). Il inclut des sections sur les articles relatifs à la corruption et au crime organisé, et sur les risques permanents comme l'intimidation. Si vous écrivez sur des zones forestières, assurez-vous de toujours dire à vos proches ou collègues où vous allez, et contactez-les régulièrement lorsque vous êtes en déplacement.

Sources pour plus d'informations liées au FLEGT

Les sites Internet suivants vous fourniront plus d'informations sur le FLEGT:

- [Facilité FLEGT de l'UE](#)
- [Groupe Capacity4Dev du FLEGT de la Commission européenne](#)
- [Illegal-Logging.info](#)
- [APV de A à Z](#)
- [Carte des projets FLEGT](#)
- [Commission européenne: Règlement de l'UE sur le bois](#)
- [Commission européenne: Accords de partenariat volontaire](#)
- [Surveillance indépendante du marché](#)
- [Programme UE-FAO FLEGT](#)
- [Semaine FLEGT 2015](#)

Au-delà du FLEGT

Initiatives parallèles

Le FLEGT n'est pas la seule initiative commerciale qui vise à lutter contre le commerce de bois illégal. D'autres marchés importants ont voté ou élaborent actuellement des lois qui interdisent l'importation de produits-bois illégaux, comme:

Les États-Unis: L'amendement de 2008 au Lacey Act rend illégale l'importation de plantes et de produits à base de plantes – et donc le papier et les produits-bois – qui ont été récoltés en violation des lois dans leur pays d'origine. En 2015, l'entreprise américaine de parquets Lumber Liquidators a accepté de payer 13,2 millions de dollars d'amendes et autres coûts, après avoir plaidé coupable d'infraction au Lacey Act.

Australie: La loi australienne sur l'interdiction de l'exploitation illégale du bois est entrée en vigueur en novembre 2014. Elle interdit aux importateurs de placer du bois sur le marché. Comme pour le Règlement de l'UE sur le bois, la loi australienne exige des entreprises qu'elles utilisent une diligence raisonnable pour évaluer les risques d'illégalité.

Norvège: En mai 2015, la Norvège a mis en œuvre une législation analogue au Règlement de l'UE sur le bois.

Les autres pays cherchant à lutter contre l'illégalité dans leur offre de bois incluent la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Suisse.

Voir ClientEarth: [Comparer les législations relatives à l'exploitation illégale du bois en Union européenne, aux États-Unis et en Australie.](#)

Les limites du FLEGT

Le changement de la dynamique mondiale a souligné les limites du Plan d'action FLEGT de l'UE.

L'augmentation du bois de conversion. Depuis la création du FLEGT, une nouvelle tendance a vu le jour. La déforestation totale pour laisser place aux mines, routes, barrages ou monocultures comme l'huile de palme, le caoutchouc et le soja est la première cause d'exploitation illégale du bois et la plus grosse menaces aux forêts. La conversion des forêts a également déclenché de nombreux conflits avec les communautés locales. Selon [Forest Trends](#), une grande partie de ce « bois de conversion » est illégal. L'ONG [Fern](#) presse l'UE de prendre en compte les mécanismes comme le FLEGT pour les biens agricoles, d'inclure le bois de conversion dans les nouveaux APV, et d'élaborer un Plan d'action européen plus large sur la déforestation et la dégradation des forêts.

Principaux changements à l'échelle mondiale. La crise économique de 2008 a ralenti la demande européenne de bois tropical. Sept ans plus tard, le commerce n'est toujours pas revenu à son ancien niveau. Pendant ce temps, la demande en Chine, Inde et sur d'autres marchés augmente rapidement. Lorsque le Liberia a commencé les négociations APV en

2009, plus de 90% de son bois était destiné à l'Europe. En trois ans, ce chiffre s'est inversé, et 90% de son bois est dorénavant destiné à la Chine. [La Chine](#) est devenue le plus grand importateur de bois tropical et la destination de plus des trois-quarts des exportations de bois africaines. À l'opposé, l'Indonésie note une augmentation prononcée des exportations vers l'UE depuis la mise en œuvre de son système de vérification de la légalité du bois. La [surveillance indépendante du marché du FLEGT](#) surveillera les impacts des licences FLEGT sur les tendances du marché.

Liens/synergies FLEGT/REDD

Les gouvernements, les entreprises et de nombreuses – mais pas toutes – organisations de la société civile impliqués dans les négociations des NU sur les changements climatiques voient de plus en plus le carbone stocké dans les forêts et les paysages terrestres comme une arme puissante dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils espèrent utiliser cette arme par le biais d'un mécanisme appelé REDD+, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. Comment la REDD+, dont les objectifs environnementaux et sociaux sont soutenus par des financements importants, peut-elle se lier avec le FLEGT, dont les objectifs incluent également la promotion du commerce de bois ? La [Facilité REDD de l'UE](#) est une source d'informations utile.

Le FLEGT et la certification forestière

Les entreprises s'inquiètent notamment de la façon dont le FLEGT et les APV sont en lien avec les systèmes de certification existants, comme celui du Forest Stewardship Council (FSC). Selon le [Règlement UE sur le bois](#), par exemple, la certification FSC ne constitue pas une preuve de légalité. De son côté, le [FSC](#) « se réjouit des législations adoptées aux États-Unis, en UE et en Australie, pour empêcher l'utilisation de bois illégalement récolté, importé ou produit domestiquement ».

Le FSC cherche à garantir que les entreprises produisant des produits-bois le font de façon durable. Mais la diversité entre pays des lois et des normes d'application, ce dernier point étant crucial, entrave les efforts d'organismes privés de certification comme le FSC. « Tous les pays avec des forêts ont des règles pour gérer les droits de propriété et de récolte, pour maîtriser les impacts possibles environnementaux et sociaux et pour contrôler le commerce et l'export » déclare le [FSC](#). « Mais le niveau d'application de ces règles varie grandement selon le pays. Cela signifie que ni les gardes forestiers qui travaillent en respectant la loi, ni ceux qui veulent utiliser les pratiques de gestion responsables requises par la certification FSC ne jouent au même niveau que ceux qui fonctionnent hors la loi ».

Le Plan d'action FLEGT de l'UE essaie explicitement de mettre tout le monde au même niveau par le biais du Règlement UE sur le bois et des réformes sur la légalité dans les pays exportateurs.



Helping journalists report on efforts to combat illegal logging through the EU FLEGT Action Plan



Clause de responsabilité

Cette ressource pour journalistes est hébergée par la Facilité FLEGT de l'UE et financée par l'Union européenne et les gouvernements de la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Le contenu de cette ressource relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des organisations de financement.